



Return Bids to: - Retourner les soumissions à : Eleanor Cesare or Felix Chui Procurement and Vendor Relations Shared Services Canada 13-039, 13th Floor, 180 Kent Street, Ottawa, Ontario K1P 0B6	Request for Proposal / Demande de proposition	
	Title – Sujet Alimentation sans coupure	
	Amendment No. - N° modif. 003	
	Solicitation No. – No de l’invitation R000000531	Date 7 décembre 2016
	Solicitation closes – L’invitation prend fin On – le : 19 décembre 2016 At – À : 2:00 P.M. Time zone – Fuseau horaire : EST / HNE	
	Contracting Authority / Autorité contractante Address / adresse : Eleanor Cesare Procurement and Vendor Relations Shared Services Canada 13-039, 13th Floor, 180 Kent Street Ottawa, Ontario K1P 0B6 E-mail address / Courriel (les courriels doivent être envoyés aux deux adresses dessous): eleanor.cesare@canada.ca and Felix.Chui@canada.ca	
	Telephone No. – No de telephone (613) 219-8366 (Eleanor Cesare) (613) 793-2184 (Felix Chui)	
	Fax No. – No de télécopieur (613) 960-6026	
	Destination - Destination See herein / Voir dans ce document	
	THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY REQUIREMENT. LE PRÉSENT DOCUMENT COMPORTE UNE EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ.	



LA PRÉSENTE MODIFICATION À L'INVITATION VISE À :

1. Publier les réponses du Canada aux questions des répondants.
2. Modifier la demande de propositions (DDP)

NOTA: À noter que les questions d'éclaircissement sont numérotées par ordre d'arrivée à SPC. Les répondants sont avisés que les questions et réponses ne seront pas nécessairement affichées par Achatsetventes.gc.ca dans l'ordre.

La présente modification touche l'ISQ publiée initialement par Services partagés Canada sur 2016-12-07. Mis à part si elles sont formellement modifiées par la présente, toutes les modalités de l'ISQ demeurent les mêmes.

1. RÉPONSE DU CANADA AUX QUESTIONS DES RÉPONDANTS

Question n° 6

Pouvez-vous clarifier les incohérences dans l'invitation R000000531

La partie 6 indique qu'on doit détenir une habilitation de sécurité de niveau Secret mais on trouve ceci dans l'annexe C, page 2 sous la rubrique « Commentaires spéciaux » :

Special comments: Attestation form of Risk Mitigation will be filled to escort unscreened private sector individual(s) needing access to a Govt of Canada facility/work site until the process of obtaining/renewing the required sec. clearance is completed.
Commentaires spéciaux :

Pouvez-vous confirmer qu'il n'est pas requis de détenir une habilitation de sécurité pour pouvoir faire une offre et se faire attribuer le contrat lié à l'invitation R000000531

L'information pertinente a été copiée ci-dessous:

PARTIE 6 – EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET D'ASSURANCE

1. Exigences relatives à la sécurité

1.1 Avant la date de clôture des soumissions, le soumissionnaire doit respecter les conditions suivantes :

- (a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'il est indiqué à la partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
- (b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens protégés ou classifiés ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité, comme il est indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
- (c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens classifiés ou protégés ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

3. Exigences relatives à la sécurité

Les exigences en matière de sécurité qui suivent (Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et dispositions connexes) s'appliquent au présent contrat et en font partie intégrante.

L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une attestation d'organisation désignée valide, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne, Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC).

L'entrepreneur et/ou son personnel doivent TOUS avoir une cote de sécurité de niveau SECRET valide, délivrée par le Canada et approuvée par Services partagés Canada (SPC). L'entrepreneur et/ou son personnel NE DOIT PAS emporter hors des établissements de travail désignés, des renseignements ou des biens PROTÉGÉS ou CLASSIFIÉS. L'entrepreneur et/ou ses employés NE DOIVENT PAS utiliser leurs systèmes de technologie de l'information en vue de traiter, de produire ou de stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS ou CLASSIFIÉS. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de SPC. L'entrepreneur et ses employés doivent respecter les dispositions des documents suivants :



- a) ministère de la Justice – Loi sur la protection de l'information (dernière édition);
- b) le Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).



Contract Number / Numéro du contrat P2P 00000531
Security Classification / Classification de sécurité Unclassified

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? No Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :
Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

<input type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input checked="" type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS			

Special comments:
Commentaires spéciaux : to a Govt of Canada facility/work site until the process of obtaining/renewing the required sec. clearance is completed.

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.
REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? No Yes
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? No Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? No Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? No Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? No Yes
Non Oui



Réponse n° 6

La clause suivante a été rayée du LVERS dans l'annexe C :

Special comments: Attestation form of Risk Mitigation will be filled to escort unscreened private sector individual(s) needing access to a Govt of Canada facility/work site until the process of obtaining/renewing the required sec. clearance is completed.
Commentaires spéciaux :

Question n° 15

Item O16: Le niveau de protection demandé par la suppression de surtension est du niveau Type 2 et ne peut être incorporé à l'intérieur d'un ASC. Est-ce que la couronne acceptera un niveau Type 3 qui s'applique aux ASC? UL1778 indique une composante de l'ASC ce qui ne correspond pas aux niveaux de protection IEEE ANSI C62.41 qui sont des niveaux de protection d'édifice pour les panneaux et ne s'applique pas aux ASC.

Réponse n° 15

Les références à ANSI C62.41 ont été enlevées.

Question n° 16

Pouvez-vous me dire le manufacturier et le numéro de modèle que vous avez utilisés comme base pour les spécifications de cette DDP?

Réponse n° 16

Les spécifications de la DDP sont basées sur les besoins de SSC.



2. MODIFICATIONS

Modification 5

SUPPRIMEZ:

O16	Protection de l'alimentation	<p>a) Un limiteur de surtension interne monophasé qui protège le dispositif d'ASC et la charge contre la foudre ainsi que les transitoires générés par le site et les services publics, même en mode dérivation, au moyen d'une protection contre le courant de surcharge maximal d'au moins 20 Ka à une tension fonctionnelle d'au moins 275 V c.a. doit être fourni avec le dispositif d'ASC.</p> <p>b) Le limiteur doit être conforme à la norme UL 1778 ou à la norme ANSI/IEEE C62.41.</p> <p>c) Son installation doit être effectuée en usine et ne pas nécessiter l'intervention de l'utilisateur.</p>				<p>a) Confirmer dans la documentation.</p> <p>b) Inspecter visuellement l'étiquette ou le composant pour s'assurer que le dispositif est conforme à la norme UL 1778 ou à la norme ANSI/IEEE C62.41.</p> <p>c) Confirmer dans la documentation.</p>	<p>RÉUSSITE :</p> <p>a) La documentation indique explicitement que le module du limiteur de surtension interne monophasée prend en charge une protection contre le courant de surcharge maximal d'au moins 20 kA à une tension fonctionnelle d'au moins 275 V c.a.</p> <p>b) Le dispositif est conforme à la norme UL 1778 ou à la norme ANSI/IEEE C62.41.</p> <p>c) Le dispositif est installé en usine et ne nécessite aucune intervention de l'utilisateur.</p> <p>ÉCHEC : Si l'un des critères ci-dessus n'est pas respecté.</p>
-----	------------------------------	---	--	--	--	---	--

INSÉREZ:

O16	Protection de l'alimentation	<p>a) Un limiteur de surtension interne monophasé qui protège le dispositif d'ASC et la charge contre la foudre ainsi que les transitoires générés par le site et les services publics, même en mode dérivation, au moyen d'une protection contre le courant de surcharge maximal d'au moins 20 Ka à une tension fonctionnelle d'au moins 275 V c.a. doit être fourni avec le dispositif d'ASC.</p> <p>b) Le limiteur doit être conforme</p>				<p>a) Confirmer dans la documentation.</p> <p>b) Inspecter visuellement l'étiquette ou le composant pour s'assurer que le dispositif est conforme à la norme UL 1778.</p> <p>c) Confirmer dans la documentation.</p>	<p>RÉUSSITE :</p> <p>a) La documentation indique explicitement que le module du limiteur de surtension interne monophasée prend en charge une protection contre le courant de surcharge maximal d'au moins 20 kA à une tension fonctionnelle d'au moins 275 V c.a.</p> <p>b) Le dispositif est conforme à la norme UL 1778.</p> <p>c) Le dispositif est installé en usine et ne nécessite aucune intervention de l'utilisateur.</p>
-----	------------------------------	--	--	--	--	--	---



		à la norme UL 1778. c) Son installation doit être effectuée en usine et ne pas nécessiter l'intervention de l'utilisateur.						ÉCHEC : Si l'un des critères ci-dessus n'est pas respecté.
--	--	---	--	--	--	--	--	--

Modification 6

Pour plus de clarté, la traduction française de « Request for Proposal (RFP) » est « Demande de Propositions (DDP) ». Toute référence existante telle que « demande de sollicitation », DP ou DDS a été changée pour « Demande de Propositions (DDP) ».